

Vulliens 24 heures
Sérieux 26.07.2016
dysfonctionnement

A propos de l'article intitulé «Toujours pas de ferme dix-huit mois après l'incendie» (24 heures du 22 juillet 2016).

Dans une société de plus en plus individualiste, qui a de plus en plus de moyens de partage (sociaux, voitures, appartements, partenaires...), il semblerait que dans certains cas, nous oublions l'essentiel.

Comment se fait-il qu'une entreprise locale, implantée depuis plusieurs générations, qui emploie et fait vivre plusieurs foyers et qui, de plus, produit des biens de première nécessité pour la population de la région, doive faire face à tant de peines administratives? Alors qu'en parallèle, nos politiciens économistes courtisent des sociétés à l'autre bout du monde via les promotions économiques en leur offrant des «packages» d'implantation, fiscaux et autres avantages pour venir s'installer sur nos terres?

N'y a-t-il pas là un sérieux dysfonctionnement?

Certes, l'agriculture peut sembler peu glamour aux yeux de beaucoup. Toutefois, je reste étonnée de voir que dans un monde où il est de plus en plus «cool» de manger local, d'acheter des produits issus de l'économie de proximité et de consommer de «saison», certaines personnes et autorités ont une capacité inconditionnelle à mettre des bâtons dans les roues d'acteurs-producteurs-impacteurs du tissu agro-alimento-économique local.

Ces quelques lignes sont destinées à ces gens et autorités qui ont une folle envie de se mettre au vert: soyez libres de venir habiter en campagne, la vie y est bucolique, l'air y est frais et les voisins courtois (le plus souvent). Mais, pour l'amour du ciel (et de nos assiettes), cessez d'empiéter sur les plates-bandes des agriculteurs qui

veillent à ce qui se trouve dans nos assiettes, qui travaillent d'arrache-pied pour prendre soin de leur bétail et de leurs cultures (sans OGM, sans ci, sans ça...) pour nous nourrir sainement.

**Myriame Dubl,
Montpreveyres**

Des lois, des hommes, des bêtes...

En Suisse, lorsque des activistes dénoncent le sort réservé aux animaux de rente, la critique qui leur est adressée avec virulence consiste à déclarer qu'«ici, il y a des lois qui protègent les bêtes!» et qu'ils feraient bien d'aller voir ce qui se passe en France ou ailleurs, plutôt que de ternir l'image des paysans.

Les épreuves que traverse la famille Cherpillod de Vulliens révèlent pourtant qu'«ici», la norme rime aussi avec rentabilité et profit; plus de bétail, plus de surface, plus de rendement.

Une vie à la ferme comme une vie à l'usine: qu'importe si l'humain n'arrive plus à suivre, qu'importe si l'animal

n'est pas une machine. Nous parlons bien d'exploitation industrielle.

Le voisin qui revendique une campagne aseptisée démontre ce que cette politique économique engendre: des humains coupés du vivant, des humains qui ne savent plus d'où vient leur steak ou leur verre de lait, et qui ne réalisent pas le tribut à payer pour satisfaire leurs exigences. Parallèlement, la propagande des grands distributeurs gave les consommateurs de slogans sur leurs efforts pour respecter le bien-être des animaux, pour favoriser des productions bio, le tout à grand renfort de labels garantissant la bonne conscience collective: acheter en harmonie avec la nature!

La «nature» coûte cher... or il faut vendre. Notre chaîne alimentaire est régie par la loi du marché: depuis quand est-ce que cette loi a une variable destinée à mesurer le respect de la qualité de vie, qu'il s'agisse de celle des humains ou de celle des animaux?

J'exprime ma sympathie à la famille Cherpillod qui nous révèle, à ses

dépens, le cynisme de notre société de consommation.

Valérie Mancini, Boussens



Marilyn Cherpillod devant ce qu'il reste de l'écurie de sa ferme dix-huit mois après l'incendie. FLORIAN CELLA